

Contribution des Sciences Citoyennes et Participatives à la Connaissance et la Gestion de la Biodiversité Marine et Côtière

Mercredi 14 juin 2017

Amphithéâtre de la Maison des Suds, 12 esplanade des Antilles, 33607 Pessac

www.passages.cnrs.fr

AGENCE FRANÇAISE
POUR LA BIODIVERSITÉ

Établissement public du ministère de l'Environnement



Journée organisée dans le cadre du projet de recherche InGéoVoM
coordonnée par l'UMR Passages en partenariat avec l'Agence française pour la biodiversité
soutenu par le programme « Littoral » de la Fondation de France

Bien que l'idée ne soit pas récente, l'implication du « public » dans la production de savoirs connaît aujourd'hui un succès croissant à travers la profusion d'initiatives de sciences citoyennes¹. La convergence apparente entre science, société et politique, incarnée par les sciences citoyennes, serait ainsi une tendance vertueuse et irrémédiable de la science à s'ouvrir à la société. Son appropriation grandissante par les acteurs des sphères politiques, institutionnelles, civiles ou académiques pourrait alors laisser croire qu'elles constituent un allant de soi², c'est-à-dire une pratique socialement implicite qui fait consensus, est appropriée et reproduite sans être questionnée. C'est pourtant loin d'être le cas car si leur généralisation et leur institutionnalisation progressive sont aujourd'hui perceptibles, elles soulèvent aussi de multiples questions tant théoriques que méthodologiques. Les sciences citoyennes posent, par exemple, la question de l'hétérogénéité des façons de connaître et de leur inégale légitimité³.

Par ailleurs, en proposant la notion de *volunteered geographic information* (VGI) dès 2007, Michael Goodchild⁴ postulait l'émergence de nouvelles formes d'expertise portées par des individus étrangers à l'expérience cartographique professionnelle et susceptibles - en devenant des capteurs de leur environnement - de renouveler les savoirs et pratiques géographiques. Les sciences citoyennes qui profitent de la dématérialisation des carnets d'observation et de l'intégration des techniques de géolocalisation dans les objets du quotidien, en constitueraient l'exemple emblématique. Dix ans après, il s'agit de s'interroger sur les conditions de production de ces savoirs, sur leurs circulations et sur leur potentielle institutionnalisation, *i.e.* leurs usages ou non-usages dans la mise en œuvre de l'action publique⁵.

¹ Irwin, A. (1995). *Citizen Science: A Study of People, Expertise and Sustainable Development*. Oxford: Routledge

² D. Salles, B. Bouet, M. Larsen, B. Sautour. A chacun ses sciences participatives : Les conditions d'un observatoire participatif de la biodiversité sur le Bassin d'Arcachon. 2014, ESSACHESS - Journal for Communication Studies, 7 (1 (13)), p. 93 - p. 106.

³ Charvolin F., Micoud A., Nyhart L. K. (dirs.), 2007, *Les sciences citoyennes. Vigilance collective et rapport entre profane et scientifique dans les sciences naturalistes*, Éd. de l'Aube.

⁴ Goodchild, M.F. (2007). "Citizens as sensors: the world of volunteered geography". *GeoJournal*. 69 (4): 211-221.

⁵ Goldman, M. and M.D. Turner. 2011. Introduction. In: *Knowing nature: conversations at the intersection of political ecology and science studies* (eds. Goldman, M.J., P. Nadasdy, and M.D. Turner). Pp. 1-23. Chicago, IL: University of Chicago Press.

Dans ce contexte, le projet de recherche InGéoVoM⁶ a été lancé en 2015 pour analyser spécifiquement le cycle de vie des données issues des programmes de sciences participatives et citoyennes sur la biodiversité marine et côtière. L'objectif est de comprendre à la fois les modalités de fabrication (problématisation des projets, définition des protocoles de collecte, méthode de validation, procédure de traitement) et de mise en circulation (stratégie de diffusion, usages et non usages) des données issues de ces dispositifs. 43 projets de sciences citoyennes sur la biodiversité marine et côtière déployés en métropole et outre-mer ont été analysés (enquête, entretiens, observations) et complétés par des entretiens avec 27 usagers potentiels ou avérés (chercheurs, gestionnaires) des données issues de ces programmes. L'analyse de ce parcours et des usages a permis de mettre en évidence, une grande diversité de programmes, d'objectifs et d'espèces ciblées, de contributeurs et de partenaires, de modes opératoires, de dispositifs numériques et traditionnels ainsi que d'usages associés au processus de transformation de cette ressource informationnelle.

L'objectif de cette journée est de faire se rencontrer des responsables et des contributeurs de projets de sciences citoyennes et des acteurs (chercheurs, gestionnaires, citoyens) qui s'interrogent sur ces dispositifs. Par la présentation de retours d'expériences menées aussi bien à l'échelle nationale que régionale et par la restitution des résultats du projet de recherche InGéoVoM, nous souhaitons engager un dialogue et une réflexion sur la gouvernance informationnelle de l'environnement. Les projets de sciences citoyennes, tendant à constituer des bases de données de plus en plus conséquentes, participent aujourd'hui pleinement à la montée en puissance des métrologies de la nature. Elles sont par ailleurs, souvent présentées comme une réponse aux injonctions à la participation habitante qui se multiplient depuis quelques décennies dans de nombreuses sphères de l'action publique⁷. Dès lors, elles jouent, *de facto*, un rôle important dans la gouvernance informationnelle de l'environnement. Il s'agit alors de s'interroger sur l'impact de ces modes de production et de diffusion d'observations et de mesures sur la circulation des expertises sur l'environnement et sur les pratiques des gestionnaires territoriaux.

⁶ Information **G**éographique **V**olontaire sur la biodiversité **M**arine.

⁷ L. Blondiaux (2008). *Le nouvel esprit de la démocratie. Actualité de la démocratie participative*. Le Seuil, Collection « La République des idées », 112 p.

Programme prévisionnel

10h : Accueil des participants

10h30 : Introduction

Béatrice Collignon

Directrice de l'UMR Passages

« Les sciences citoyennes : une (nouvelle) façon d'envisager le dialogue entre savoirs savants et savoirs vernaculaires ? »

Matthieu Noucher

Chargé de recherche CNRS

UMR Passages

« Le citoyen-capteur, emblème de la géographie volontaire ? »

11h30 : Retours d'expériences régionales

Christophe Heurtaux

Chargé de projet Environnement Marin d'Ocean'Obs

« Les plongeurs Sentinelles de la Mer de l'Observatoire Participatif de la Biodiversité Marine »

Iker Castège

Directeur du Centre de la Mer de Biarritz

« Le programme *Environnement et Ressources des Milieux Marins Aquitains* »

12h30 : Buffet (hall Maison des Suds)

14h : Retour d'expérience nationale

Groupe de travail sur la structuration du réseau Vigie-Mer et Benjamin Guichard (AFB)

« Vigie-Mer et le programme 65 Millions d'observateurs »

14h30 : Restitution du projet InGéoVoM

Benjamin Guichard

Chargé de mission « Patrimoine naturel marin » à l'AFB

« Les questionnements de l'Agence Française de la Biodiversité face aux projets de sciences citoyennes »

Jade Georis-Creuseveau

Post-doctorante CNRS

UMR Passages

« De la production de données d'observation à l'usage d'informations naturalistes : analyse du parcours de l'information dans les programmes français de sciences citoyennes sur la biodiversité marine et côtière »

15h30 : Discussion / Perspectives

Avec la participation de **Xavier**

Amelot, Université Bordeaux

Montaigne, Grégory Caze,

Conservatoire Botanique National Sud-

Atlantique, Denis Salles, IRSTEA, Benoit

Sautour, Université de Bordeaux.

16h30 : Fin des rencontres

Inscription (gratuite mais obligatoire, nombre de places limité) :

<https://framaforms.org/ingeovom-1490038443>

Contacts : matthieu.noucher@cnsr.fr et jade.georis-creuseveau@cnsr.fr

Les intervenants

Xavier Amelot, géographe, enseignant-chercheur à l'Université Bordeaux Montaigne et à l'UMR Passages, membre du CSRPN (conseil scientifique régional du Patrimoine Naturel) et du conseil scientifique du CBNSA (Conservatoire Botanique National Sud Atlantique).

Iker Castège, océanographe et Directeur du Centre de la Mer de Biarritz

Grégory Caze, botaniste-phytosociologue, Directeur scientifique du Conservatoire Botanique National Sud-Atlantique, Responsable de l'Observatoire de la biodiversité végétale de Nouvelle-Aquitaine, membre du CSRPN (conseil scientifique régional du Patrimoine Naturel).

Béatrice Collignon, géographe, enseignante-chercheure à l'Université Bordeaux Montaigne et Directrice de l'UMR Passages.

Jade Georis-Creuseveau, géographe, post-doctorante CNRS, sur le site bordelais du laboratoire Passages (UMR 5319)

Benjamin Guichard, chargé de mission « Mammifères marins - tortues marines » au département Milieux Marins/Service connaissance, évaluation et surveillance du milieu marin à l'Agence française pour la biodiversité (AFB), Brest.

Christophe Heurtaux, chargé de projet en Environnement Marin, Ocean'Obs

Mathieu Noucher, géographe, chercheur au CNRS sur le site bordelais du laboratoire Passages (UMR 5319).

Denis Salles, sociologue, directeur de recherche à l'IRSTEA – centre de Bordeaux, Unité ETBX / Environnement, Territoires, Infrastructures. Directeur adjoint du Labex COTE (Evolution, adaptation et gouvernance des écosystèmes continentaux et côtiers) de l'Université de Bordeaux.

Benoît Sautour, océanologue, professeur à l'Université de Bordeaux, chercheur à l'UMR EPOC. Directeur Adjoint Observatoire Aquitain des Sciences de l'Univers et coordinateur du Réseau de Recherche du Littoral Aquitaine (RRLA).

Groupe de travail sur la structuration du réseau Vigie-Mer. À la sollicitation du projet 65 Millions d'Observateurs, les associations APECS, LPO, Peau-Bleue et Planète Mer se sont engagées conjointement dans l'objectif de faire aboutir le projet de réseau Vigie-Mer des porteurs de programmes de science participative en milieu marin et littoral, en partenariat avec 65 MO et l'Agence française pour la biodiversité.